

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

RENNES, 03 Juin 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HYDRACHIM

Route de Saint Poix
35370 Le Pertre

Références : UD35/2025-183
Code AIOT : 0005504193

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement HYDRACHIM implanté Route de Saint Poix - ZI du Pertre - 35370 Le Pertre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été réalisée, de manière inopinée, dans le cadre d'une action nationale visant à contrôler :

- la faculté des exploitants à produire rapidement un état des matières stockées complet et à jour ;
- le respect des quantités maximales autorisées de produits / matières / substances stockées ;
- la fiabilité de leur état des matières stockées.

À l'occasion de cette action nationale, plusieurs bonnes pratiques ont été identifiées sur différents sites industriels. Celles-ci mériteraient d'être déclinées sur l'ensemble des sites. Parmi elles, nous

pouvons citer :

- l'utilisation d'un système informatique automatisé permettant d'établir rapidement un état des matières stockées, dans un délai compatible avec celui d'intervention des services d'incendie et de secours ;
- la transmission journalière de l'état des stocks, de manière automatique par courriel, à l'ensemble du personnel en charge de la gestion de crise sur le site. Cette pratique permet d'avoir une extraction de l'état des stocks rapidement accessible, y compris depuis l'extérieur du site, sans avoir besoin de recourir à la manipulation d'une base de données ;
- la mise à disposition d'un état des stocks, édité quotidiennement, pour les besoins de la gestion d'un évènement accidentel et déposé dans une boîte aux lettres réservée aux services d'incendie et de secours ou dans le local réservé à la gestion de crise (poste de commandement) ;
- la réalisation d'une extraction journalière des stocks par rubrique ICPE, comparant les quantités stockées aux seuils autorisés dans l'arrêté préfectoral du site, avec des alertes en cas de dépassement ;
- la réalisation de deux types de plans des zones de stockage :
 - un plan pour répondre aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel (à destination du préfet, des services de secours, de l'Inspection des installations classées et des autorités sanitaires), qui fait apparaître, pour chaque cellule de stockage, un encart dans lequel sont précisées les rubriques ICPE (4xxx et autres), les mentions de danger et les quantités stockées ;
 - un plan pour répondre à l'information du public, faisant figurer, pour chaque cellule de stockage, des informations vulgarisées sur les risques associés aux matières stockées.

Pour rappel, les recommandations figurant dans la circulaire *"France Chimie T661 - Évolutions réglementaires - État des stocks des matières stockées"* peuvent être utilement prises en compte pour établir l'état des stocks, exigé à l'article 47 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDRACHIM
- Route de Saint Poix ZI du Pertre 35370 Le Pertre
- Code AIOT : 0005504193
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société Hydrachim exploite sur la commune de Le Pertre un établissement spécialisé dans la fabrication de produits détergents et désinfectants.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et annexe	Demande d'action corrective	3 mois
5	Etat des matières stockées - information de la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant disposait d'un état des stocks en temps réel et que celui-ci correspondait à la réalité des stockages physiquement présents sur le site. L'Inspection estime cependant que l'exploitant peut progresser en disposant d'un état des stocks édité quotidiennement à heure fixe. Il semble par ailleurs nécessaire que l'exploitant dispose d'un état des stocks simplifié à destination du grand public sans qu'il lui soit nécessaire de retravailler l'état des stocks détaillé. Le temps gagné en situation de crise pourrait s'avérer précieux. Enfin, dans le cadre de la mise à jour de son POI, l'exploitant doit mettre à jour le tableau de nomenclature du POI afin de tenir compte notamment de sa dernière demande d'antériorité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50.1
Thème(s) : Actions régionales, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté l'état des stocks détaillé du site de Le Pertre à l'équipe d'inspection. L'état des stocks peut être présenté par rubrique ICPE et proposer une synthèse des volumes présents par rubrique. Il comporte également la référence des produits, leur emplacement dans les différents stockages du site et les quantités stockées. L'exploitant a précisé au cours de la visite que la principale difficulté était d'intégrer les déchets à l'état des stocks, les déchets n'étant pas associés à une rubrique ICPE. L'état des stocks détaillé intègre dans les quantités présentes les produits finis présents sur les quais de chargement avant expédition même s'ils ne sont pas formellement localisés dans l'état des stocks. Le jour de la visite, l'édition de l'état des stocks été réalisé par la responsable des projets ICPE du groupe, présente sur site. Elle a précisé qu'en situation d'urgence, cette édition était réalisée par le personnel du groupe plutôt que par le personnel du site. Ceci nécessite que le siège puisse être joignable en permanence et soit toujours en capacité de fournir l'état des stocks dans un délai compatible avec les délais d'intervention des services de secours. Le jour de la visite, l'équipe d'inspection a constaté que l'édition de l'état des stocks des trois sites concernées par une visite inopinée reposait sur une seule et même personne ce qui a interféré avec le déroulement de la visite. L'état des stocks détaillé édité était celui à l'instant t. L'équipe d'inspection a pu constater lors de l'opération de sondages sur le terrain que l'état des stocks évoluaient au fil de la production. Le temps d'édition numérique n'appelle pas de commentaire particulier de la part de l'équipe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50.1
Thème(s) : Actions régionales, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
<p>d'inspection. Toutefois, l'exploitant pourrait gagner en réactivité en disposant d'un état des stocks qui serait généré chaque jour à heure fixe. Bien que cette option puisse être source de décalage avec la réalité (le site fonctionnant en 3x8), cela permettrait d'avoir une première base dans l'attente de l'état des stocks réel. D'autres sites inspectés au cours de l'opération coup de poing disposent d'une édition quotidienne à heure fixe de l'état des stocks.</p> <p>Au cours de l'opération de sondage sur le terrain, l'équipe d'inspection n'a pas constaté d'écart entre l'état des stocks et les quantités présentes physiquement dans les installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans l'attente de l'édition de l'état des stocks à l'instant t, l'exploitant gagnerait en réactivité s'il disposait chaque jour sur site d'un état des stocks édité quotidiennement à heure fixe. Au vu des difficultés rencontrées par les sites de Plélan-le-Grand et L'Hermitage pour obtenir, l'exploitant doit fournir à l'Inspection les éléments démonstratifs de sa capacité à transmettre l'état des stocks au service d'incendie et de secours dans des délais compatibles avec leur intervention et ce en toute situation. L'exploitant doit également argumenter sur son choix de faire réaliser cette édition par le siège (en l'occurrence par une seule personne du siège) plutôt que par le niveau local.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Actions régionales, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
Prescription contrôlée : [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.
Constats : Le jour de la visite, l'équipe d'inspection a pu constater que l'état des stocks était mis à jour en temps réel, les quantités de matières premières et de produits finis évoluant au fil de la production. La localisation des produits (matières premières, produits semi-finis, produits finis) est renseignée dans l'état des stocks. Le jour de la visite, l'équipe d'inspection a constaté que les produits récemment déchargés sur le site n'étaient pas aussitôt enregistrés dans l'état des stocks. L'exploitant n'a pas été en capacité de préciser les quantités maximales susceptibles de se retrouver dans ce genre de situation ni le délai dans lequel ces produits étaient enregistrés dans l'état des stocks. L'exploitant a indiqué procéder à un inventaire physique chaque année en novembre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection souhaite que l'exploitant précise la quantité de produits déchargés susceptibles d'être présente sur le site dans être enregistré. L'Inspection souhaite également que l'exploitant précise la durée pendant laquelle ces produits déchargés ne sont pas enregistrés dans l'état des stocks.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et annexe
Thème(s) : Actions régionales, 1. Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Nomenclature et régime en fonction du classement ICPE du site identifié
Constats : Le jour de la visite, l'équipe d'inspection n'a pas constaté d'écart vis-à-vis de la situation administrative connue ni de dépassement. Elle a cependant noté que la situation administrative présente dans le POI ne tenait pas compte de la dernière demande d'antériorité liée aux évolutions de classement réglementaires de certains produits.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le cadre de la mise à jour de son POI, il semble judicieux que l'exploitant mette à jour la situation administrative de son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions régionales, 2. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions régionales, 2. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'équipe d'inspection a constaté que l'exploitant était en capacité de fournir un état des stocks mis à jour en temps réel qui pouvait être édité par zone d'activité ou de stockage.</p> <p>L'équipe d'inspection a également constaté que les fiches de données de sécurité (FDS) étaient accessibles et à jour pour celles qu'elle a consultées.</p> <p>En cas de perte d'utilité sur le site, l'exploitant a indiqué que les données étaient accessibles depuis le siège ou les autres sites. Au cours de la visite, l'exploitant a ainsi généré à distance les états des stocks pour les deux autres sites objet d'une visite inopinée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des matières stockées - information de la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50.2
Thème(s) : Actions régionales, 4. Inventaire synthétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : [...]</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il pouvait mettre à disposition un état des stocks intelligible pour le grand public à partir de l'état des stocks détaillé. Cela lui impose toutefois de travailler ce dernier puisqu'il n'édite pas directement d'état des stocks destiné au grand public.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le retour d'expérience issu de l'ensemble des visites inopinées réalisées sur les autres sites a mis en évidence que les autres exploitants disposent d'un état des stocks "grand public" directement issu du fichier de la version détaillée, sans qu'il soit nécessaire de le retravailler, la version détaillée étant une version sur laquelle l'ensemble des données sont affichées. Il semble opportun que l'exploitant s'oriente vers une solution de ce type.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois